



***CDEN du département de la Somme :  
Déclaration conjointe des représentant.es FSU, UNSA Education,  
FNEC-FP-FO et SGEN-CFDT  
Séance du jeudi 22 février 2024***

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,  
Monsieur le Préfet de la Somme,  
Monsieur le Président du Conseil Départemental,

L'annonce de 22 suppressions de postes pour notre département et les annonces du choc des savoirs et leurs impacts sur les DHG sont refusées par les collègues, comme en témoignent les nombreux rassemblements, motions, vote dans les CA et la grève du 1er février.

Dans les écoles maternelles, élémentaires et collèges de notre département, ce sont régulièrement plus de cent classes pour lesquelles il manque un enseignant, des professeurs manquent dans de nombreuses disciplines ou ne sont pas remplacés.

Ce serait même un fléau que le gouvernement s'emploierait à combattre.

Rappelons pourtant que :

- Lors du premier quinquennat du Président MACRON, le Ministre BLANQUER a supprimé 7900 postes d'enseignants dans les lycées et collèges ;
- Le Ministre NDIAYE a supprimé 2000 postes d'enseignants à la rentrée 2023 ;
- Le Ministre ATTAL a programmé la suppression de 650 postes d'enseignants dans les écoles publiques pour la rentrée 2024.

Comment penser sincèrement que cette situation, qui ne cesse de se dégrader ces dernières années, pourra significativement s'améliorer la rentrée prochaine alors que plus de 50 fermetures de classes sont annoncées ? Qu'aucune création de poste n'est prévue dans le second degré et que 22 divisions sont supprimées au nom du "choc des savoirs" et des groupes de niveau ? Que 3 postes administratifs sont supprimés ?

Aussi :

- Au regard des plus de 50 fermetures de classes programmées à la rentrée 2024
- Au regard du mépris des représentants des personnels qui ont étudié les documents de rentrée 2024 plus de 3 semaines après qu'ils ont été reçus par les chefs d'établissements lors des CSAD ;
- Au regard de la fermeture prévisionnelle de 24 classes de collège à la rentrée 2024;
- Au regard de l'inconcevable mise en œuvre des groupes de niveaux en 6ème et en 5ème en Français et en Mathématiques, l'une des mesures inopérantes de la réforme dite "choc des savoirs" qui organise le tri social des enfants dès le collège ;
- Au regard de l'urgence d'augmenter les salaires des personnels au service de l'éducation et de la jeunesse ;

Au regard des mesures d'austérité programmées par le gouvernement alors même que la part du PIB consacrée à l'éducation est passée de 7,7% à 6,8% en deux décennies

Les représentants des personnels font le choix de ne pas siéger ce jour pour dénoncer une préparation de rentrée 2024 catastrophique. L'école publique, les élèves qui la fréquentent et les personnels qui s'y démènent méritent des moyens suffisants (annulation des suppressions de postes, abondance des postes à hauteur des besoins, annulation des suppressions de classes, abondance des DHG) pour que l'éducation soit réellement la priorité nationale.